

A^o 1939.



N^o 12.

PUBLICATIEBLAD.

BESCHIKKING van den 7den Maart 1939 no. 1596, bepalende de bekendmaking in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van 23 Januari 1939 (Nederlandsch Staatsblad no. 12, tot bekendmaking van het op 27 Mei 1937 te Quito tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Ecuador gesloten verdrag van handel en scheepvaart, alsmede van de op denzelfden datum gewisselde nota's betreffende de voorloopige toepassing van het verdrag.

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 11 Februari 1939, 8e Afdeeling, no. 12/88, waarbij ter bekendmaking is ontvangen, het Koninklijk besluit van 23 Januari 1939 (Nederlandsch Staatsblad no. 12, tot bekendmaking van het op 27 Mei 1937 te Quito tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Ecuador gesloten verdrag van handel en scheepvaart, alsmede van de op denzelfden datum gewisselde nota's betreffende de voorloopige toepassing van het verdrag;

HEEFT GOEDGEVONDEN:

te bepalen, dat het hiervoor vermeld Koninklijk besluit van 23 Januari 1939 (Nederlandsch Staatsblad no. 12), nevens afschrift dezer beschikking in het Publicatieblad zal worden opgenomen.

De Gouverneur voornoemd,

G. J. J. WOUTERS.

Uitgegeven den 11n Maart 1939.

De gouvernements-secretaris,
GRONEMEIJER.



PUBLICATIE

De Minister van Binnenlandse Zaken heeft de volgende beschikking gegeven:

De Minister van Binnenlandse Zaken heeft de volgende beschikking gegeven:

De Minister van Binnenlandse Zaken heeft de volgende beschikking gegeven:

De Minister van Binnenlandse Zaken heeft de volgende beschikking gegeven:

De Minister van Binnenlandse Zaken heeft de volgende beschikking gegeven:

De Minister van Binnenlandse Zaken heeft de volgende beschikking gegeven:

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER
NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de Wet van 4 Augustus 1938 (*Staatsblad* nr. 32) tot goedkeuring van het op 27 Mei 1937 te *Quito* tusschen het Koninkrijk der *Nederlanden* en de Republiek *Ecuador* gesloten verdrag van handel en scheepvaart, van welk verdrag een afdruk en eene vertaling bij dit besluit zijn gevoegd;

Gezien mede de op 27 Mei 1937 te *Quito* tusschen den Minister van Buitenlandsche Betrekkingen van de Republiek *Ecuador* en den Nederlandschen Directeur van de Handelsaccorden gewisselde nota's, betreffende de voorloopige toepassing van dat verdrag, van welke nota's eveneens een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat genoemd verdrag krachtens vermelde notawisseling van 15 Juni 1937 af voorloopig is toegepast;

Overwegende mede, dat de akten van bekrachtiging van dat verdrag op 16 Januari 1939 te 's-Gravenhage zijn uitgewisseld;

Overwegende wijders, dat genoemd verdrag, overeenkomstig artikel XIV, op 15 Februari 1939 voor het Rijk in *Europa* en op 16 April 1939 voor *Nederlandsch-Indië*, *Suriname* en *Curaçao* zal in werking treden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 19den Januari 1939, Directie van het Protocol, nr. 1715;

Hebben goedgevonden en verstaan:

bovengenoemd verdrag met nota's, alsmede de vertaling daarvan, te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen te dezen wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 23sten Januari 1939.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. PATIJN.

Uitgegeven den zevenden Februari 1939.

De Minister van Justitie,

C. GOSELING.

Le premier de ces deux points est le suivant :
 Le second de ces deux points est le suivant :
 Le troisième de ces deux points est le suivant :
 Le quatrième de ces deux points est le suivant :
 Le cinquième de ces deux points est le suivant :
 Le sixième de ces deux points est le suivant :
 Le septième de ces deux points est le suivant :
 Le huitième de ces deux points est le suivant :
 Le neuvième de ces deux points est le suivant :
 Le dixième de ces deux points est le suivant :

Le onzième de ces deux points est le suivant :
 Le douzième de ces deux points est le suivant :
 Le treizième de ces deux points est le suivant :
 Le quatorzième de ces deux points est le suivant :
 Le quinzième de ces deux points est le suivant :

Le seizième de ces deux points est le suivant :
 Le dix-septième de ces deux points est le suivant :
 Le dix-huitième de ces deux points est le suivant :
 Le dix-neufième de ces deux points est le suivant :
 Le vingtième de ces deux points est le suivant :

Annexe II

Le premier de ces deux points est le suivant :
 Le second de ces deux points est le suivant :
 Le troisième de ces deux points est le suivant :
 Le quatrième de ces deux points est le suivant :
 Le cinquième de ces deux points est le suivant :
 Le sixième de ces deux points est le suivant :
 Le septième de ces deux points est le suivant :
 Le huitième de ces deux points est le suivant :
 Le neuvième de ces deux points est le suivant :
 Le dixième de ces deux points est le suivant :

Annexe III

Le premier de ces deux points est le suivant :
 Le second de ces deux points est le suivant :
 Le troisième de ces deux points est le suivant :
 Le quatrième de ces deux points est le suivant :
 Le cinquième de ces deux points est le suivant :

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Son Excellence le Chef Suprême de la République de l'Equateur, également animés du désir d'encore reserrer les liens d'amitié qui unissent le Royaume des Pays-Bas et la République de l'Equateur, et désireux d'affermir et d'étendre les relations commerciales et maritimes entre les deux pays, ont résolu de conclure un Traité de Commerce et de Navigation et ont nommé à cet effet Leurs Plenipotentiaires respectifs, à savoir :

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas: Monsieur ARNOLD THEODOOR LAMPING, Directeur des Accords Commerciaux,

Son Excellence le Chef Suprême de la République de l'Equateur: Monsieur CARLOS MANUEL LARREA, Ministre des Affaires Etrangères;

lesquels, après s'être montrés leurs Pleins Pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article I.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et les impôts accessoires, leur mode de perception, ainsi que la classification et l'interprétation des tarifs et les autres formalités et surcharges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

Article II.

En conséquence les produits naturels ou fabriqués, originaires de l'une des Hautes Parties Contractantes, ne seront en aucun

Su Majestad la Reina de los Países Bajos y Su Excelencia el Encargado del Mando Supremo de la República del Ecuador, igualmente animados del deseo de estrechar más aún los lazos de amistad que unen al Reino de los Países Bajos y a la República del Ecuador, y deseando afirmar y extender las relaciones comerciales y marítimas entre ambos países, han resuelto concluir un Tratado de Comercio y Navegación, y a este efecto han nombrado a sus respectivos Plenipotenciarios, a saber:

Su Majestad la Reina de los Países Bajos al Señor Don ARNOLD THEODOOR LAMPING, Director de los Acuerdos Comerciales,

Su Excelencia el Encargado del Mando Supremo de la República del Ecuador al Señor Don CARLOS MANUEL LARREA, Ministro de Relaciones Exteriores;

Quienes, después de exhibir sus Plenos Poderes y hallándose en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes se comprometen a acordarse recíprocamente el tratamiento incondicional e ilimitado de la nación más favorecida en todo lo que se refiere a los derechos de aduana y a los impuestos accesorios, al modo de percepción de los mismos, así como también a la clasificación e interpretación de las tarifas, y a las demás formalidades y recargos a que pudieran estar sujetas las operaciones, concernientes al despacho de aduanas.

Artículo II.

En consecuencia los productos naturales o manufacturadas, originarios de una de las Altas Partes Contratantes, no estarán

cas assujettis, dans la matière susvisée, durant leur importation dans l'autre pays, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou pourraient être assujettis les produits de la même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

Article III.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, ne seront en aucun cas assujettis à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou pourraient être assujettis les produits de la même nature destinés au territoire d'un pays tiers quelconque.

Article IV.

Tous les avantages, faveurs, privilèges ou immunités qui ont été ou pourront être accordés par l'une des Hautes Parties Contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un pays tiers ou destinés au territoire d'un pays tiers, seront immédiatement et sans compensation accordés aux produits de la même nature originaires de l'autre Partie ou destinés au territoire de cette Partie.

Article V.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord de s'accorder réciproquement le traitement le plus favorable possible pour tout ce qui concerne les prohibitions et les restrictions à l'importation et à l'exportation, ainsi que pour tout ce qui concerne le régime de contrôle de devises ou n'importe quelle autre mesure qui pourrait entraver le commerce entre les deux Pays.

Article VI.

Les Hautes Parties Contractantes n'établiront ni ne maintiendront aucune prohibition ni restriction aux importations originaires de, ou aux exportations destinées au territoire de l'autre Partie qui ne serait appliquée aux articles de la même nature originaires de ou destinés au territoire d'un pays tiers. Si une des Parties Contractantes établissait des restrictions à l'impor-

en ningún caso sujetos, en las materias aludidas, al tiempo de su internación al otro país, a derechos, tasas o cargas distintos o más elevados, ni a reglas o formalidades distintas o más onerosas que aquellos a que están sometidos, o pudieran someterse en lo futuro los productos de la misma naturaleza originarios de un tercer país cualquiera.

Artículo III.

Asimismo los productos naturales o fabricados exportados del territorio de una de las Altas Partes Contratantes con destino al territorio de la otra Parte, no estarán sujetos en ningún caso, a derechos, tasas o cargas distintos o más elevados, ni a reglas o formalidades distintas o más onerosas que aquellos a que están sometidos o pudieran someterse en lo futuro los productos similares destinados al territorio de un tercer país cualquiera.

Artículo IV.

Toda ventaja, favor, privilegio o inmunidad acordado o que se acordare por una de las Altas Partes Contratantes, a las materias aludidas, a los productos naturales o manufacturados originarios de un tercer país o con destino al territorio de un tercer país, serán acordados inmediatamente y sin compensación a los productos similares originarios de la otra Parte o a los destinados al territorio de esa Parte.

Artículo V.

Las Altas Partes Contratantes, acuerdan concederse recíprocamente el tratamiento más favorable posible para todo aquello que se refiere a las prohibiciones y restricciones de importación y exportación, así como también a todo lo concerniente al régimen de control de divisas o a cualquiera otra medida que podría dificultar el comercio entre los dos países.

Artículo VI.

Las Altas Partes Contratantes no establecerán ni mantendrán prohibición ni restricción alguna sobre las importaciones originarias del o a las exportaciones con destino al territorio de la otra Parte que no se aplique a los artículos similares originarios de o con destino al territorio de un tercer país. Si una de las Partes Contratantes estableciere restricciones para la im-

tation d'un article quelconque, il est entendu que, en fixant la quantité des marchandises autorisées à importer, il sera accordé à l'autre Pays une quote-part au moins égale au total de l'importation d'un tel produit, effectuée dans une des dernières trois années, avec la faculté de choisir le montant de l'année la plus favorable des trois années indiquées.

Article VII.

Si une des Hautes Parties Contractantes établissait ou maintenait dans une forme quelconque un contrôle du commerce des devises étrangères, ce contrôle devra être appliqué de telle façon qu'il soit garanti dans la répartition des devises au commerce de l'autre Partie l'allocation d'une quote-part juste et équitable et qu'il soit accordé dans cette matière un traitement au moins égal au traitement accordé à un pays tiers quelconque. Ce traitement s'appliquera également à la délivraison de devises au cours du change le plus favorable.

Article VIII.

Le Gouvernement des Pays-Bas déclare qu'il n'a pas l'intention de frapper, aussi longtemps que le présent Traité sera en vigueur, de droits d'importation la fève de cacao et le café originaires de l'Equateur. Si par des circonstances exceptionnelles le Gouvernement des Pays-Bas se voyait forcé à prendre des mesures contraires à cette intention, il en notifiera en temps opportun le Gouvernement de l'Equateur, afin que de commun accord, une solution favorable aux intérêts équatoriens soit trouvée. Si les circonstances ne permettaient pas même la notification antérieure, le Gouvernement des Pays-Bas communiquera télégraphiquement le Gouvernement de l'Equateur aussitôt que la mesure aura été prise. Dans ce cas le Gouvernement de l'Equateur aura le droit de dénoncer immédiatement le Traité, même sans observer les dispositions de l'article XIV.

Article IX.

En vue de la circonstance que le bilan commercial est favorable à l'Equateur, le Gouvernement de l'Equateur s'engage à ne pas poser de restrictions ou d'obstacles à l'importation de marchandises néerlandaises de quelque nature qu'elles soient et à accorder le maximum du Tarif Préférentiel, actuellement repré-

portación de algún artículo, se conviene que, en la fijación de la cantidad de mercadería que se autorizare importar, se otorgará al otro país una participación por lo menos igual al total de la importación de tal producto hecha en uno de los últimos tres años, pudiendo escogerse el monto del año más favorable de estos tres.

Artículo VII.

Si una de las Altas Partes Contratantes estableciere o mantenga en cualquier forma un control del comercio de divisas extranjeras, este control deberá ser aplicado en tal forma que garantice el comercio de la otra Parte el otorgamiento de una cuota justa y equitativa en el reparto de divisas, y que se conceda al menos igual tratamiento en esta materia que a cualquier tercer país. Este tratamiento se aplicará también a la concesión de divisas al tipo de cambio más favorable.

Artículo VIII.

El Gobierno de los Países Bajos declara que no tiene la intención de gravar durante la vigencia de este Tratado con derechos de internación a la almendra del cacao y al café originarios del Ecuador. Si circunstancias excepcionales obligaren al Gobierno de los Países Bajos a adoptar medidas contrarias a este propósito, notificará en tiempo oportuno al Gobierno del Ecuador, a fin de que de común acuerdo se encuentre una solución favorable a los intereses ecuatorianos. Si las circunstancias no permitieren ni la notificación anterior, el Gobierno de los Países Bajos avisará al del Ecuador telegráficamente tan pronto como haya sido tomada la medida. En este caso, el Gobierno del Ecuador tendrá el derecho de denunciar inmediatamente el Tratado, aún sin tomar en cuenta las disposiciones del artículo XIV.

Artículo IX.

El Gobierno del Ecuador, en vista de que la balanza comercial le es ventajosa, se compromete a no poner limitación u obstáculos a la importación de mercaderías holandesas de cualquier naturaleza que fueren, y a conceder el máximo de su Tarifa Preferencial, que en la actualidad asciende al treinta por ciento

sentant un rabais de trente pour cent du Tarif Général, aux produits originaires du Royaume des Pays-Bas à leur importation en Equateur, pour autant que ceux-ci se trouvent énumérés dans le Tarif Préférentiel, y compris les concessions de la même nature qui sont ou pourraient être faites à un pays tiers.

Article X.

Conformément à la loi équatorienne y relative, la condition pour que le Tarif Préférentiel continuera d'être accordé, sera que les exportations de l'Equateur au Royaume des Pays-Bas continuent de dépasser les importations à l'Equateur en provenance du Royaume des Pays-Bas. Si la publication par la Direction Générale des Douanes de la République du montant semestriel des échanges commerciaux entre les deux Pays démontre que l'excès de ces exportations eu égard aux importations ne laisse pas un solde au profit de l'Equateur, le Gouvernement de ce pays pourra cesser d'accorder le Tarif Préférentiel. Dans ce cas le Gouvernement des Pays-Bas aura le droit de dénoncer immédiatement le présent Traité sans observer les stipulations de l'article XIV.

Article XI.

Les navires et bateaux d'un des deux Pays, ainsi que leurs cargaisons jouiront inconditionnellement dans l'autre, en ce qui concerne les droits de navigation et de douane, de chargement et de déchargement; et en général pour toutes les formalités et dispositions de quelque nature qu'elles soient, du même traitement que les navires et bateaux, ainsi que leurs chargements, de la nation la plus favorisée. Sont exceptés des dispositions qui précèdent:

1°. le cabotage aux Indes Néerlandaises, au Surinam et au Curaçao, matière qui reste exclusivement soumise aux lois et règlements en vigueur dans les dits territoires;

2°. la pêche dans les eaux territoriales des pays respectifs;

3°. le service maritime dans les ports, rades et plages des Indes Néerlandaises, du Surinam et du Curaçao.

del descuento del Arancel General, a los productos originarios del Reino de los Países Bajos que se importen al Ecuador y que se hallen especificados en la Tarifa Preferencial, con inclusión de las concesiones de esta naturaleza hechas o que se hagan en lo futuro a un tercer país.

Artículo X.

De acuerdo con la respectiva Ley ecuatoriana, será condición para que siga concediendo la Tarifa Preferencial el que las exportaciones del Ecuador al Reino de los Países Bajos se mantengan superiores al las importaciones al Ecuador procedentes del Reino de los Países Bajos. Si al darse a conocer por la Dirección General de Aduanas de la República el monto semestral del intercambio comercial entre los dos países, se notare que el superávit de estas exportaciones sobre las importaciones no deja un balance favorable al Ecuador, el Gobierno de este país podrá suspender el otorgamiento de la Tarifa Preferencial. En este caso el Gobierno de los Países Bajos tendrá el derecho de denunciar inmediatamente el Tratado sin tomar en cuenta las disposiciones del artículo XIV.

Artículo XI.

Los navíos y barcos de uno de los dos países y sus cargamentos gozarán incondicionalmente en el otro, en lo referente a derechos de navegación y aduana, carga y descarga; y en general, para todas las formalidades y disposiciones de cualquier naturaleza que sean, del mismo tratamiento que los navíos, barcos y sus cargamentos de la nación más favorecida. Se exceptúan de las disposiciones que preceden:

1º. El servicio de cabotaje a las Indias Holandesas, al Surinam y al Curazao, materia que queda exclusivamente sometida al las leyes y reglamentos en vigor en dichos territorios;

2º. La pesca en las aguas territoriales de los respectivos países;

3º. El servicio marítimo a los puertos, radas y playas de las Indias Holandesas, de Surinam y de Curazao.

Article XII.

Sont exceptées toutefois, des engagements formulés dans les articles précédents, les concessions actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière, ainsi que celles accordées en vertu d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par une des Hautes Parties Contractantes.

Article XIII.

Le Royaume des Pays-Bas comprend les Pays-Bas, les Indes Néerlandaises, le Surinam et le Curaçao. Partout où dans le présent Traité l'expression „Pays-Bas” est citée, le territoire en Europe est seul visé.

Article XIV.

Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à La Haye aussitôt que possible. Il entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications, étant entendu qu'en ce qui concerne les Indes Néerlandaises, le Surinam et le Curaçao, il entrera en vigueur quatre vingt dix jours après le dit échange. Il restera en force une année après la date de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé par une des Hautes Parties Contractantes trois mois avant l'expiration de la première année, il restera en vigueur pour une autre période d'un an, renouvelable par tacite reconduction, à moins qu'il ne soit dénoncé avec un préavis de trois mois.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire en langues française et espagnole à Quito, le vingt sept mai de l'année mil neuf cent trente sept.

LAMPING.

C. M. LARREA.

Artículo XII.

Se exceptúan, sin embargo, de los compromisos formulados en los artículos precedentes, las concesiones actualmente acordadas o que se acuerden en lo futuro a los Estados limítrofes para facilitar el tráfico por las fronteras, y también aquellas otorgadas como resultado de una unión aduanera ya concluida o que pudiera concluirse en el porvenir por cualquiera de las Altas Partes Contratantes.

Artículo XIII.

El Reino de los Países Bajos comprende los Países Bajos, las Indias Holandesas, el Surinam y Curazao. Por lo tanto, cuando en este Tratado se mencione tan sólo los „Países Bajos”, significará únicamente el territorio en Europa.

Artículo XIV.

El presente Tratado será ratificado y los instrumentos de ratificación serán canjeados en La Haya en el término lo más corto posible. Entrará en vigor treinta días después del canje de las ratificaciones, siendo entendido que en lo concerniente a las Indias Holandesas, al Surinam y al Curazao entrará en vigor noventa días después de dicho canje. Quedará vigente durante un año a partir de la fecha de su perfeccionamiento. Si no fuera denunciado por una de las Altas Partes Contratantes tres meses antes de la expiración del primer año, quedará en vigencia por otro período de un año, renovable por tácita reconducción, a menos que fuera denunciado con previo aviso de tres meses.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos han firmado el presente Tratado y sellado con sus sellos correspondientes.

Hecho en dos originales en los idiomas francés y castellano en Quito, a veinte y siete de mayo de mil novecientos treinta y siete.

(L. S.) LAMPING.

(L. S.) C. M. LARREA.

REPUBLICA DEL ECUADOR
MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.

Nº. 463.

DIRECCION GENERAL DE COMER-
CIO Y DE ASUNTOS CONSULARES.

Asunto:

Vigencia Provisional del Tratado Comer-
cial con Holanda.

Quito, 27 de Mayo de 1937.

Señor Director:

De conformidad con el entendimiento a que se ha llegado en el curso de las negociaciones previas a la firma del Tratado de Comercio y Navegación entre nuestros dos países, respecto a la vigencia provisional de las disposiciones del Tratado, hasta que entre en vigencia este Tratado, cúpleme proponer a usted que la vigencia provisional comience a regir el 15 de Junio próximo.

Quedaré muy reconocido de usted si se digna confirmarme el acuerdo de su Gobierno sobre el particular, a fin de que la Cancillería pueda dar las instrucciones del caso a que las Aduanas del Ecuador comiencen a otorgar, a partir del 15 de Junio próximo, la Tarifa Preferencial a las mercaderías procedentes de Holanda.

Sírvase, Señor Director, aceptar las seguridades de mi distinguida consideración.

C. M. LARREA.

*Al Honorable Señor Don A. TH. LAMPING,
Director de los Acuerdos Comerciales de
Holanda*

Ciudad.

Quito, le 27 Mai 1937.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de Sa note d'aujourd'hui N. 463 dans laquelle Votre Excellence, en se référant à l'accord intervenu durant les négociations qui ont précédé la signature du Traité de Commerce et de Navigation entre nos deux Pays, a bien voulu me proposer que, en attendant l'entrée en vigueur définitive du dit Traité, il soit mis en vigueur à titre provisoire à partir du 15 juin 1937. Votre Excellence me prie encore de Lui confirmer que mon Gouvernement est d'accord avec Sa proposition.

En réponse à Sa note, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon Gouvernement peut se rallier à Sa proposition et que mon Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que le Traité de Commerce et de Navigation signé aujourd'hui soit mis en vigueur à titre provisoire à partir du 15 juin 1937 jusqu'au moment où il entrera définitivement en vigueur.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

LAMPING.

A Son Excellence

Monsieur CARLOS MANUEL LARREA,
Ministre des Relations Extérieures
de la République de l'Equateur.

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en Zijne Excellentie het Staatshoofd van de Republiek Ecuador, gelijkelijk bezield met den wensch de vriendschapsbanden, welke het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Ecuador binden, nog te verstevigen en verlangend, de handels- en scheepvaartbetrekkingen tusschen beide landen te versterken en uit te breiden, hebben besloten een Verdrag van Handel en Scheepvaart te sluiten en hebben te dien einde tot Hunne wederzijdsche Gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden: den Heer ARNOLD THEODOOR LAMPING, Directeur van de Handelsaccorden,

Zijne Excellentie het Staatshoofd van de Republiek Ecuador: den heer CARLOS MANUEL LARREA, Minister van Buitenlandsche Zaken;

die, na elkander hunne volmachten getoond te hebben, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, tot overeenstemming zijn gekomen met betrekking tot de volgende artikelen:

Artikel I.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich elkander wederkeerig de onvoorwaardelijke en onbepaalde behandeling van de meestbegunstigde natie toe te kennen in alles wat betrekking heeft op douanerechten en bijkomstige belastingen, hunne wijze van heffing, alsmede de classificatie en uitlegging van de tarieven en de andere formaliteiten en bijkomstige heffingen, waaraan in- en uitklaringen onderhevig zouden kunnen zijn.

Artikel II.

Dienovereenkomstig zullen de voortbrengselen van bodem of nijverheid, van oorsprong uit een der Hooge Verdragsluitende Partijen, ten aanzien van de bovenbedoelde onderwerpen in geen geval, bij hun invoer in het andere land, onderworpen worden

aan eenige andere of hoogere rechten, belastingen of heffingen, noch aan eenige andere of drukkender voorschriften of formaliteiten dan die, aan welke gelijksoortige voortbrengselen, van oorsprong uit eenig derde land, zijn of zouden kunnen worden onderworpen.

Artikel III.

Insgelijks zullen de voortbrengselen van bodem of nijverheid uitgevoerd uit het grondgebied van een der Hooge Verdragsluitende Partijen met bestemming naar het grondgebied van de andere Partij, in geen geval worden onderworpen aan eenige andere of hoogere rechten, belastingen of heffingen, noch aan eenige andere of drukkender voorschriften of formaliteiten dan die, aan welke gelijksoortige voortbrengselen, met bestemming naar het grondgebied van eenig derde land, zijn of zouden kunnen worden onderworpen.

Artikel IV.

Alle voordeelen, gunsten, voorrechten of vrijdommen, welke ten aanzien van de bovengenoemde aangelegenheden zijn of mochten worden toegekend door een der Hooge Verdragsluitende Partijen aan voortbrengselen van bodem of nijverheid, van oorsprong uit eenig derde land of met bestemming naar het grondgebied van eenig derde land, zullen onmiddellijk en zonder compensatie worden toegekend aan de gelijksoortige voortbrengselen van oorsprong uit de andere Partij of met bestemming naar het grondgebied van die Partij.

Artikel V.

De Hooge Verdragsluitende Partijen komen overeen elkander wederkeerig de gunstigst mogelijke behandeling toe te kennen in alles wat betreft de verboden en beperkende bepalingen bij in- en uitvoer, alsmede in alles wat betreft het stelsel van deviezencontrole of welken anderen maatregel ook, welke den handel tusschen de beide Landen zou kunnen belemmeren.

Artikel VI.

De Hooge Verdragsluitende Partijen zullen geen enkel verbod of beperkende bepaling instellen noch handhaven ten aanzien van den invoer van oorsprong uit of van den uitvoer met bestemming naar het grondgebied van de andere Partij, welke niet

op gelijksoortige producten van oorsprong uit of met bestemming naar het grondgebied van eenig derde land van toepassing zou zijn. Indien een der Verdragssluitende Partijen beperkende bepalingen ten aanzien van den invoer van eenig artikel mocht instellen, is het wel verstaan, dat bij de vaststelling van de hoeveelheid goederen, waarvan de invoer zal worden toegelaten, het andere Land een aandeel zal worden toegekend, dat minstens gelijk zal zijn aan den totalen invoer van een zoodanig voortbrengsel in een der laatste drie jaren, met het recht het bedrag van het gunstigste der drie bedoelde jaren te kiezen.

Artikel VII.

Indien een der Hooge Verdragssluitende Partijen in eenigen vorm een contrôle op den handel in buitenlandsche deviezen mocht instellen of handhaven, zal deze contrôle in dier voege moeten worden toegepast, dat bij de verdeeling van deviezen aan den handel van de andere Partij de toewijzing van een juist en billijk aandeel gegarandeerd wordt en dat ten aanzien van deze aangelegenheid een minstens even gunstige behandeling zal worden toegekend als aan eenig derde land. Deze behandeling zal eveneens van toepassing zijn op de afgifte van deviezen tegen den gunstigsten koers.

Artikel VIII.

De Nederlandsche Regeering verklaart, zoolang dit Verdrag van kracht zal zijn, niet voornemens te zijn den invoer van cacao-boonen en koffie van oorsprong uit Ecuador te belasten met invoerrechten. Indien tengevolge van buitengewone omstandigheden de Nederlandsche Regeering zich genoodzaakt zou zien om maatregelen te nemen in strijd met dit voornemen, zal zij daarvan te gelegener tijd mededeeling doen aan de Ecuadoriaansche Regeering, opdat in gemeen overleg een voor de Ecuadoriaansche belangen gunstige oplossing kan worden gevonden. Indien de omstandigheden zelfs een voorafgaande aankondiging niet zouden toelaten, zal de Nederlandsche Regeering de Ecuadoriaansche Regeering telegrafisch mededeeling doen zoodra de maatregel zal zijn getroffen. In dat geval zal de Ecuadoriaansche Regeering het recht hebben het Verdrag onmiddellijk op te zeggen, zelfs zonder inachtneming van de bepalingen van artikel XIV.

Artikel IX.

In verband met de omstandigheid, dat de handelsbalans gunstig is voor Ecuador, verbindt de Ecuatoriaansche Regeering zich geen beperkende bepalingen of belemmeringen in te stellen bij den invoer van Nederlandsche producten van welken aard ook, en het maximum van het Preferentieele Tarief, thans een korting van 30 % op het Algemeene Tarief vertegenwoordigende, te verleen aan producten van oorsprong uit het Koninkrijk der Nederlanden bij hun invoer in Ecuador, voorzover deze in het Preferentieele Tarief worden opgesomd, met inbegrip van gelijksoortige gunsten, welke zijn of zouden kunnen worden verleend aan een derde land.

Artikel X.

Overeenkomstig de betreffende Ecuatoriaansche wet zal de voorwaarde, waarop het Preferentieele Tarief van toepassing zal blijven, hierin bestaan, dat de uitvoer van Ecuador naar het Koninkrijk der Nederlanden den invoer in Ecuador, afkomstig uit het Koninkrijk der Nederlanden, zal blijven overtreffen. Indien de publicatie door de Algemeene Directie van de Douane van de Republiek van het halfjaarlijksche beloop van het handelsverkeer tusschen beide Landen uitwijst, dat de uitvoer ten aanzien van den invoer geen saldo laat ten gunste van Ecuador, zal de Regeering van dit land de toekenning van het Preferentieele Tarief kunnen beëindigen. In dat geval zal de Nederlandsche Regeering het recht hebben dit Verdrag onmiddellijk op te zeggen, zonder inachtneming van de bepalingen van artikel XIV.

Artikel XI.

De schepen en vaartuigen van een van beide Landen, alsmede hun ladingen, zullen wat betreft de scheeps-, douane-, ladings- en lossingsrechten en in het algemeen ten aanzien van alle formaliteiten en bepalingen van welken aard ook, in het andere land onvoorwaardelijk dezelfde behandeling genieten als de schepen en vaartuigen, alsmede hun ladingen, van de meestbegunstigde natie. Van de voorgaande bepalingen zijn uitgezonderd:

1°. de kustvaart in Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao, welke aangelegenheid uitsluitend onderworpen blijft aan de bestaande wetten en voorschriften in genoemde gebiedsdeelen;

2°. de vischvangst in de territoriale wateren van de betrokken landen;

3°. de dienst van de zeehavens, reeden en stranden van Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao.

Artikel XII.

Van de bepalingen, uitgedrukt in de voorafgaande artikelen, zijn evenwel uitgezonderd de gunsten thans verleend of welke in de toekomst zouden kunnen worden verleend aan aangrenzende Staten, teneinde het grensverkeer te vergemakkelijken, alsmede die gunsten, welke door een der Hooge Verdragsluitende Partijen zijn verleend uit hoofde van een reeds gesloten of in de toekomst nog te sluiten toelunie.

Artikel XIII.

Het Koninkrijk der Nederlanden omvat Nederland, Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao. Overal waar in dit Verdrag de uitdrukking „Nederland” is gebezigd, wordt alleen het grondgebied in Europa bedoeld.

Artikel XIV.

Het onderhavige Verdrag zal geratificeerd worden en de ratificatie-oorkonden zullen zoo spoedig mogelijk te 's Gravenhage worden uitgewisseld. Het zal van kracht worden dertig dagen na de uitwisseling der ratificatie-oorkonden, met dien verstande, dat het, wat Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao betreft, van kracht zal worden negentig dagen na bedoelde uitwisseling. Het verdrag zal een jaar na den datum van uitwisseling der ratificatie-oorkonden van kracht blijven. Indien het niet door een der Hooge Verdragsluitende Partijen drie maanden vóór afloop van het eerste jaar is opgezegd, zal het wederom voor een tijdvak van een jaar van kracht blijven en stilzwijgend worden verlengd, tenzij het wordt opgezegd met een termijn van drie maanden.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden dit Verdrag hebben onderteekend en hun zegels er aan hebben gehecht.

Opgemaakt in tweevoud in de Fransche en in de Spaansche taal te Quito, den zeven en twintigsten Mei van het jaar negentien honderd zeven en dertig.

(L.S.) LAMPING.

(L.S.) C. M. LARREA.

REPUBLIEK ECUADOR

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE BETREKKINGEN.

Nº. 463.

GENERALE DIRECTIE VAN HANDEL
EN CONSULAIRE AANGELEGENHEDEN.

Betreffende:

Voorloopige inwerkingstelling van het handels-
verdrag met Nederland.

Quito, 27 Mei 1937.

Mijnheer de Directeur:

Overeenkomstig de overeenstemming, welke in den loop van de onderhandelingen, voorafgaande aan het sluiten van het Verdrag van Handel en Scheepvaart tusschen onze landen, werd bereikt terzake van de voorloopige inwerkingstelling van de bepalingen van het Verdrag tot tijd en wijle dit Verdrag in werking zal treden, heb ik de eer U hierbij voor te stellen, dat de voorloopige inwerkingtreding zal aanvangen met ingang van 15 Juni a. s.

U zoudt mij zeer verplichten, indien U mij terzake de instemming zoudt kunnen bevestigen van Uw Regeering, teneinde de Kanselarij in staat te stellen de noodige instructies uit te vaardigen, opdat de douane van Ecuador met ingang van 15 Juni a. s. een aanvang zal kunnen maken met de toepassing van het preferentieele tarief op de goederen, herkomstig uit Nederland.

U gelieve, Mijnheer de Directeur, de verzekering van mijn bijzondere hoogachting te aanvaarden.

C. M. LARREA.

Aan den Heere A. TH. LAMPING,
Directeur van de Handelsaccorden,
Stad.

Quito, 27 Mei 1937.

Mijnheer de Minister,

Ik heb de eer Uwer Excellentie de ontvangst te bevestigen van Hare missive van heden N°. 463, waarbij Uwe Excellentie, onder verwijzing naar de overeenstemming bereikt tijdens de onderhandelingen voorafgaande aan de ondertekening van het Verdrag van Handel en Scheepvaart tusschen onze landen, mij wel heeft willen voorstellen dat, in afwachting van de definitieve inwerkingtreding van bedoeld Verdrag, hetzelfde voorloopig in werking zal worden gesteld met ingang van 15 Juni 1937. Uwe Excellentie verzoekt mij Haar nog te bevestigen, dat mijn Regeering instemt met Haar voorstel.

In antwoord op Hare missive, heb ik de eer ter kennis van Uwe Excellentie te brengen, dat mijn Regeering met Haar voorstel kan instemmen en dat mijn Regeering de noodige maatregelen zal treffen teneinde het heden ondertekende Verdrag van Handel en Scheepvaart voorloopig in werking te doen treden met ingang van 15 Juni 1937 tot op het oogenblik, dat hetzelfde definitief in werking zal treden.

Gelief, Mijnheer de Minister, de verzekering van mijne bijzondere hoogachting te aanvaarden.

LAMPING.

Aan Zijne Excellentie
den Heere CARLOS MANUEL LARREA,
Minister van Buitenlandsche Betrekkingen
van de Republiek Ecuador.